

# “La formation des seniors, c’est ‘peanuts’”

Entretien réalisé par François Mathieu et Vincent Slits

Les invités du week-end

MEMBRES D'ITINERA INSTITUTE

## Jean Hindriks et Ivan Van de Cloot

**U**n opus d'une petite centaine de pages. Détonantes, ces 100 pages. Livrées par Itinera, think tank d'obédience plutôt “libérale sociale”. Sans langue de bois, Ivan Van de Cloot, leur économiste en chef et Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL, nous dévoilent les grandes lignes de leur dernier ouvrage *Un projet pour la Belgique*. Au-delà de leurs constats sans concessions, et sans défaitisme aucun, les éminences grises d'Itinera une dizaine d'auteurs – nous donnent quelques pistes de réflexion pour sortir la Belgique “du ventre mou du classement”, comme ils disent. Un constat s'impose: la Belgique, l'un des pays les plus redistributifs d'Europe, ne réalise pas son potentiel sur le plan économique et social. Et selon eux, ce n'est pas en optant pour le confédéra-

lisme qu'on y arrivera. “*Nous avons tendance à dire sur le plan communautaire que '1+1 = 3'. On croit aux complémentarités. Celles-ci sont évidentes sur le marché du travail. Même topo pour les problématiques des pensions ou de l'énergie. Face à des situations parfois asymétriques comme pour le vieillissement de la population ou le marché de l'emploi, il faut adopter une approche de complémentarité. Il faut être pragmatique. Le confédéralisme ne sert pas l'intérêt général*”, estiment-ils.

En exclusivité pour *La Libre*, les deux économistes d'Itinera donnent quelques pistes de travail au futur gouvernement, dans l'optique de la prochaine législature. Au menu: emploi, formation, accompagnement des seniors, réforme fiscale, reconnexion sur le plan démocratique, énergie et défense des intérêts stratégiques. Entre autres...

### **Vous parlez de la nécessité d'un projet d'avenir pour la Belgique. Notre pays évolue-t-il sans gouvernail ?**

Jean Hindriks (J.H.) : Tout à fait. La Belgique a besoin d'un projet sur le long terme. Il faut anticiper les problèmes de demain plutôt que de réagir aux problèmes du jour. D'où l'idée d'un projet basé sur un diagnostic des grandes mutations en cours dans notre société.

### **Le gouvernement Michel n'a pas été à la hauteur ?**

J.H. : Il n'est pas allé assez loin. Il y a un décalage assez important entre l'accord de gouvernement de l'automne 2014 et ce qui a été réalisé. C'est en partie lié à notre machinerie politique et à la structure de nos institutions qui ont tendance à brouiller les pistes et à créer plus de conflits que de consensus.

### **Comment a évolué notre compétitivité depuis quatre ans ?**

Ivan Van de Cloot (IVDC) : Si on compare la position de la Belgique avec des pays similaires, on a avancé à petits pas. Par ailleurs, le taux d'emploi en Belgique, c'est 68% (70% en Flandre, 62% en Wallonie, NdLR). Le fossé avec l'Allemagne, les Pays-Bas et les pays scandinaves est énorme. Si nous avions les mêmes taux d'emploi en Belgique, cela représenterait un potentiel de 500 000 emplois supplémentaires.

### **Comment doper le taux d'emploi dans notre pays ?**

IVDC. : Il y a des faiblesses sur le marché de l'emploi. Il y a certaines différences entre Régions, et des réalités parfois pas si éloignées. Les taux d'emploi des gens issus de l'immigration sont aussi faibles en Flandre qu'en Wallonie. Cela dit, il ne faut pas avoir seule-

ment une politique d'emploi pour ces gens mais aussi une politique d'intégration sur d'autres points. Car les inégalités sont déjà présentes avant même l'âge de l'entrée à l'école. Des politiques familiales sont donc aussi nécessaires.

#### Concrètement, que faudrait-il faire ?

J.H. : Ce qui tient beaucoup à cœur de Marc De Vos (aussi professeur à l'Université de Gent, NdlR), auteur de la réflexion sur le marché du travail, c'est cette idée d'activation et d'accompagnement de la transition des demandeurs d'emplois plutôt que cette logique d'assistance et de revenus de remplacement. Cela passera par une refonte du Forem et de toutes les politiques d'aides à l'emploi et de formation. C'était déjà dans l'accord de gouvernement, tant au niveau fédéral que régional. Il y avait cette volonté de simplification, ce concept de guichet unique pour tout ce qui touche aux droits à la pension, au marché du travail ou à la fiscalité et qui tient compte de la réalité dans laquelle la personne se trouve.

#### Revenons au marché du travail, comment lutter contre les métiers en pénurie ?

J.H. : Nous assistons déjà à des pénuries massives sur le marché du travail en Flandre parce que la population active baisse en valeur absolue. Il n'y a pas une relève démographique suffisante. Il faudrait mobiliser les surplus de main-d'œuvre disponible côté francophone pour pouvoir les transférer côté flamand plutôt que de voir la Flandre chercher des demandeurs d'emploi en Flandre ou faire appel à de la main-d'œuvre d'origine étrangère. Itinera est favorable à une forte dégressivité des allocations de chômage.

#### Pourquoi ?

LVDC. : Cela fait partie d'une vision plus générale. Marc De Vos plaide pour passer d'un système d'assurance-chômage vers un système d'assurance emploi.

Il faut dans la première phase avoir un taux de remplacement important pour que la personne qui cherche un emploi augmente ses chances de retrouver un emploi proche de celui qu'elle avait auparavant. Car après un certain temps, la probabilité de trouver un tel emploi devient moindre. Il faut investir dans la formation et l'accompagnement au lieu de signer un chèque pour rester inactif.

J.H. : On investit beaucoup trop peu dans la formation de nos seniors. Au lieu de payer nos seniors pour qu'ils quittent prématurément le marché du travail, on devrait investir dans le recyclage, dans la réorientation et la formation de ces seniors pour qu'ils restent "employables" sur le marché du travail. Cette question se pose par exemple avec le cas de Proximus. Pourquoi tout cela n'a-t-il pas été anticipé plus tôt ? Le cas Proximus se présente partout aujourd'hui, dans tous les secteurs. Il y a un consensus classique en Belgique : on se déleste des travailleurs plus onéreux que l'on considère comme inemployables sur le nouveau marché du travail, et on les met à charge de la sécurité sociale et de la collectivité. Les employeurs sont parties prenantes de cette évolution. La responsabilité des partenaires sociaux est immense dans ce domaine.

#### La formation continue est donc délaissée en Belgique ?

J.H. : Si on regarde ce que les entreprises belges investissent dans la formation des travailleurs de plus de 45 ans, c'est la moitié ou le tiers de ce que font les pays nordiques. Il n'y a pas de miracle. Sans formation tout au long de sa vie professionnelle, avec l'évolution technologique, le cycle de compétences se raccourcit très vite. Les universités sont aussi responsables de cela : toute la formation des universités pour adultes, c'est *peanuts*.

*“Une refonte  
du Forem  
et des politiques  
d'aides à l'emploi  
est nécessaire.”*

## “Une nouvelle réforme fiscale peut sauver nos pensions”

**Le mot “simplification” est un fil rouge dans votre livre. Est-ce trop simplifier votre pensée si l'on dit que vous souhaitez un nouveau tax shift sur les bas salaires en échange d'une réforme de la TVA, simplifiant le nombre de taux... ?**

Ivan Van de Cloot (LVDC) : Avant de répondre, le diagnostic. Quel est-il ? La Belgique est l'un des États les plus redistributifs d'Europe. Si on veut maintenir cette position enviable, des compromis vont devoir être faits. Je pense sincèrement qu'on peut mettre sur la ta-

ble une réforme fiscale qui diminue l'imposition sur les revenus du travail, compensée par une réforme de notre système TVA, dont la complexité est un vrai problème. Cela cause beaucoup de dégâts collatéraux sur le plan social parce qu'il y a trop d'exemptions. Parce que chaque petit groupe d'intérêt a réussi à faire passer sa mesure, le système est devenu totalement inefficace et fait perdre des milliards à la Belgique. On ne parvient plus en Belgique - et c'est certainement l'un

des échecs du gouvernement Michel – à maîtriser les dépenses. Il y a eu des économies, mais linéaires. Il n'y a pas eu de vraie réflexion sur la politique de gouvernance et sur l'efficacité de l'impôt.

On peut démontrer qu'une réforme fiscale plus juste et plus efficace peut contribuer à une augmentation de la croissance de 0,25 à 0,5 % par an. Ce sur quoi Itinera planche, c'est un projet pour la Belgique au travers d'un partenariat entre francophones et néerlandophones. Mais le vrai débat se déroulera ensuite: que fait-on des marges dégagées? Je crois qu'il faut d'abord assurer la "soutenabilité" de notre système de sécurité sociale. Une réforme fiscale peut sauver les pensions.

**Est-ce que vous voulez aussi dire que la réduction de la dette publique est une priorité?**

LVDC.: C'est important, mais il faut d'abord parler de maîtrise et d'efficacité des dépenses publiques engagées. La réduction de la dette ne doit pas virer à l'obsession, parce qu'on peut prendre des solutions radicales comme vendre des actifs pour parvenir à cet objectif. Moderniser le service public, au sens large, c'est plus important que réduire la dette publique.

J.H.: Il ne faut pas ajouter des fonctionnaires aux fonctionnaires, mais des services aux fonctionnaires. Il faut avoir une réflexion pour avoir des interlocuteurs uniques, faire en sorte que les citoyens soient mieux et plus facilement servis.

**Il y avait pourtant un plan nommé "Redesign de l'État" sur la table du gouvernement...**

LVDC.: On est déçu. La N-VA, qui avait fait sien le slogan *Show me the money* durant la campagne, avait les leviers les plus importants de l'État en mains pour mener cette modernisation. Ils ne l'ont pas fait. Ils se sont tous réveillés à chaque contrôle budgétaire pour combler les trous mais rien n'a été structurellement fait pour moderniser la fonction publique. La logique budgétaire prédomine et constitue une chape de plomb pour toutes les décisions qui sont prises. Il faudrait

idéalement définir des objectifs de prestation, au lieu de regarder les seuls flux financiers. Le problème en Belgique n'est pas qu'on réduit mal le déficit, mais que le déficit est utilisé au départ pour des raisons consommatrices, dans les agences publiques. On a beaucoup de dépenses de transfert, mais très peu d'investissement, c'est vrai. Sans doute parce que c'est plus difficile politiquement de faire des choix, par exemple de toucher aux taux réduits en matière de TVA...

**Le fil rouge de votre livre, c'est la simplification...**

LVDC.: Oui! La réforme de l'impôt des sociétés du gouvernement Michel a partiellement répondu à cette attente, mais notre fiscalité, par exemple, reste d'une complexité incroyable. Jamais un Parlement ne s'est interrogé sur la nécessité d'évaluer nos lois et niches fiscales, en se demandant si cela servait l'intérêt général.

Par exemple, est-ce que les systèmes d'aide au logement facilitent l'accès à la propriété? La réponse est non. Elle a surtout servi à augmenter les prix immobiliers. Le code regorge d'exemples de ce type... Il faudrait sans doute une législature complète pour tout passer en revue, mais ce ne serait pas du temps perdu.

J.H.: Après cet examen, il faudrait avoir le courage d'aller devant les citoyens pour leur dire que telle ou telle mesure va être supprimée. Mais ce serait au profit de l'intérêt général... C'est une évidence économique et sociale d'envisager ce travail, mais la Belgique est prisonnière de ses lobbies.

***"La Belgique est prisonnière de ses lobbies."***

**Jean Hindriks**

Professeur d'économie à l'UCL  
et membre d'Itinera